



FIASCO ADREXO

Le premier tour des élections départementales et régionales aura été l'occasion d'une catastrophe de grande ampleur au niveau de l'acheminement des plis électoraux. Des millions de citoyen·nes n'ont pas reçu le matériel électoral.

En faisant le choix de soumettre la distribution des plis électoraux à la « loi du marché » par un appel d'offre, le Gouvernement porte l'entière responsabilité d'une rupture d'égalité entre les citoyen·nes.

Après la panne majeure et mortifère qui a touché les numéros d'urgence gérés par l'opérateur Orange, c'est au tour de la distribution de la propagande électorale d'être victime de la libéralisation des activités postales et de télécommunication. Le partage du « gâteau » entre la SA la Poste et Adrexo a aussi sans doute contribué à la confusion, la SA la Poste se désengageant de plus en plus ouvertement de ses obligations en matière de service public postal (voir Antidote 459).

C'est aussi le symptôme d'un État obsédé d'externalisations, laissant crever ses propres services publics. La Dgfp est aussi engagée dans ce processus mortifère. Dernière piste en cours, la privatisation des missions des Centre Prélèvement Service ! Prétextant le moindre flux de chèques et autres TIP, Bercy envisage de confier partiellement ou totalement cette mission au secteur privé.

Dans la droite ligne du ballon d'essai du recouvrement confié aux buralistes, c'est donc encore un autre pan de mission qui est en voie d'externalisation. Le corps Dgfp est atteint de lèpre, se nécrose et se décompose petit bout après petit bout. **Le virus est identifié, c'est la gestion néo libérale de l'État.**

Pour les services publics, soyons l'antidote !

TROUBLANT TÉLESCOPAGE

Si l'appel intégral des Listes Complémentaires des concours externes et internes d'inspecteur et inspectrice est une grande satisfaction, dans le même temps Bercy a refusé le même procédé pour les concours B et C.

Si l'on met en parallèle l'annonce d'un recrutement massif de contractuel·les C et B, cela ne peut que nous interpeller. En effet, Bercy propose d'ouvrir 620 emplois aux contractuel·les, dès 2021, « suite aux vacances constatées à l'issue des mouvements de mutation : 400 postes de niveau catégorie C, 200 de

niveau catégorie B et 20 de niveau catégorie A (inspecteurs) ».

Bercy ose affirmer que ces recrutements de travailleurs et travailleuses précaires sont nécessaires pour palier les vacances d'emplois quand dans le même temps elle se refuse à appeler les listes complémentaires B et C ! Encore une fois, nous naviguons entre duplicité et hypocrisie. La DG entend bien utiliser tous les artifices introduits par la loi dite de transformation de la Fonction Publique pour exploser les droits et garanties des fonctionnaires en les mettant en concurrence avec des précaires.



VIGILANCE VIOLENCES ET DISCRIMINATIONS

Plusieurs syndiqué·es Cgt de la section ont suivi avec attention une session de formation aux questions d'égalité professionnelle et celles des discriminations.

La Fonction Publique n'est pas épargnée par des situations inacceptables. Agressions, harcèlement, discriminations, **la première réaction est d'en parler, ne pas rester isolé·e. Les militant·es Cgt sont à même de vous aider.**

Sur les questions d'égalité professionnelle, un site d'information très complet est à votre disposition, avec notamment des guides pratiques très éclairants : <http://www.egalite-professionnelle.cgt.fr/>

